

S T A T U T S

du CONGRÈS DES POLONAIS EN FRANCE

(modifiés par l'Assemblée Générale du 11 Mai 1969)

I - NOM - BUT - MOYENS D'ACTION - MEMBRES

ARTICLE PREMIER - NOM: La confédération, formée conformément à la loi du 1 Juillet 1901, prend le nom "CONGRÈS DES POLONAIS EN FRANCE" ("KONGRES POLONII FRANCUSKIEJ").

1° - Sa durée est illimitée.

2° - Le siège social est à LENS - 24, rue de la Gare.

ART. 2 - BUT: Le Congrès a pour but de coordonner l'action de toutes ses organisations membres dans les domaines moral, national, culturel, social, intellectuel, mutuel, sportif et récréatif en utilisant les coutumes polonaises pour enrichir le patrimoine de la culture française et le plein épanouissement de ses membres.

ART. 3 - MOYENS D'ACTION:

1° - Le Congrès utilisera tous les moyens, théoriques et pratiques, pour atteindre ses buts conformément à la loi, tels qu'ils sont définis par l'art. 2 des Statuts.

2° - En particulier: conférences, cours, exposés divers, voyages touristiques, sport, théâtre, musique, chant et folklor, rencontres régionales, nationales et internationales, la documentation sur la culture, les coutumes et le folklor polonais, éditions d'information, collaboration étroite avec les institutions éducatives et organismes d'éducation populaire, acquisition ou location d'immeubles nécessaires à l'installation de colonies de vacances, de centres aérés, maisons familiales de repos et autres activités culturelles.

ART. 4 - MEMBRES:

1° - Le Congrès se compose de membres actifs et honoraires. Tous payent une cotisation annuelle dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.

2° - Les cotisations une fois versées deviennent la propriété définitive du Congrès; personne, pour quelque raison que ce soit, ne peut prétendre un remboursement quelconque.

3° - Pour être membre actif du Congrès il est nécessaire d'adhérer à une association locale, membre du Congrès par l'intermédiaire de l'union nationale ou directement si l'association est indépendante.

4° - Les personnes résidant loin d'une association locale appartenant au Congrès et désirant y adhérer, peuvent être acceptées comme membres actifs par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité Directeur. Automatiquement ces personnes constituent une association des isolés dont le Bureau est celui du Congrès. Ce dernier les tient au courant des activités du Congrès. Il est en droit, dans la mesure des possibilités, de les convoquer aux réunions et conférences. Il désigne, dans les formes définies par le Conseil d'Administration, les délégués aux Assemblées Générales du Congrès dans les proportions prévues par l'art. 6 p. 2.

5° - Pour être membre honoraire il suffit de verser la cotisation annuelle ou de procéder au rachat de celle-ci.

6° - Les membres âgés de moins de 18 ans ne peuvent participer à aucun titre à l'Assemblée Générale ni au Conseil d'Administration.

7° - On perd la qualité de membre du Congrès: par décès, par démission, par radiation de la liste de membres de l'association locale conformément aux Statuts, quand l'union nationale, par laquelle le membre adhère au Congrès, quitte le Congrès ou en est exclue.

8° - La radiation de l'Union ou de l'association indépendante peut être prononcée

- 2 -

par le Conseil d'Administration du Congrès. Les motifs doivent être graves: non observation des Statuts du Congrès, sabotage de son action, non paiement de la cotisation dans le délai de six mois après réception d'un avertissement signé par le Président et le Trésorier et laissé sans réponse.

9° - Les organisations exclues ont droit de faire appel à l'Assemblée Générale du Congrès dont les décisions, prises à la majorité des deux tiers de délégués présents, sont définitives.

II - COMPOSITION - ADMINISTRATION - FONCTIONNEMENT

ART. 5 - COMPOSITION DU CONGRÈS:

1° - Le Congrès est une confédération de diverses unions nationales et d'associations indépendantes qui acceptent les Statuts du Congrès tout en gardant leurs Statuts propres et leur pleine indépendance dans le cadre de ces derniers.

2° - Le Congrès groupe en son sein, par l'intermédiaire des unions, des associations indépendantes et de celle des isolés, tous les membres actifs et honoraires.

3° - Pour la coordination des activités territoriales le Congrès peut constituer des fédérations régionales, départementales et des Comités Locaux avec les associations adhérentes. Il collaborera avec les unions régionales et les Comités Locaux existants en leur donnant, sur leur demande, la possibilité d'adhérer au Congrès qui assure leur pleine autonomie dans le cadre de leurs Statuts propres. Il favorisera les associations locales qui ont le plus de possibilités d'action sur leur territoire. Il en créera de nouvelles là où elles n'existent pas.

ART. 6 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE:

1° - L'Assemblée Générale est la plus haute instance statutaire du Congrès. Elle se réunit une fois par an sur convocation du Comité Directeur. Le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité Directeur, fixe la date, le lieu et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale au moins trois mois avant sa tenue. Le Comité Directeur au moins d'un mois avant l'Assemblée Générale en informe les membres.

2° - Participent à l'Assemblée Générale avec droit de vote: les membres du Conseil d'Administration; les membres de la Commission de Révision; trois membres de toute union, association indépendante, fédération régionale, fédération départementale et Comité Local; trois délégués des unions nationales, des associations indépendantes, de l'association des isolés plus un délégué par tranche commencée de cinq cents membres pour lesquels les cotisations ont été versées au Congrès pour l'année précédant l'Assemblée Générale.

3° - Avant l'Assemblée Générale les délégués déposeront obligatoirement leur Pouvoir au Secrétariat Général du Congrès.

4° - L'Assemblée Générale a compétence pour: recevoir les comptes rendus des membres du Comité Directeur et de la Commission de Révision; élire les membres du Conseil d'Administration et de la Commission de Révision; établir le budget pour l'exercice suivant; fixer le programme des activités; décider sur l'admission ou la radiation de membres; confirmer des projets du Conseil d'Administration concernant l'acquisition et l'aliénation des meubles et immeubles, de tout bail au delà de neuf ans et emprunts hypothécaires; modifier les Statuts.

5° - L'Assemblée Générale décide d'une façon juridique à la majorité simple de toutes questions soulevées et comprises dans l'ordre du jour quelque soit le nombre de délégués présents à l'exception des cas prévus par les articles 11 et 12.

6° - L'Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée sur l'initiative du Conseil d'Administration et éventuellement sur la demande d'au moins le quart des membres du Congrès. Elle a le droit de décider uniquement des questions pour lesquelles elle a été convoquée. Sa composition, sa compétence et la procédure sont les mêmes que celles de l'Assemblée Générale ordinaire.

7° - Le Comité Directeur préside l'Assemblée Générale.

ART. 7 - CONSEIL D'ADMINISTRATION:

1° - Le Conseil d'Administration assure la direction du Congrès.

- 3 -

2° - Le Conseil d'Administration se compose de dix-huit membres élus au vote secret pour un an par l'Assemblée Générale parmi les membres de ladite Assemblée. Les membres sortant peuvent être réélus à l'exception de ceux qui, pendant la durée de leur mandat, n'ont pas participé au moins à la moitié des réunions du Conseil d'Administration du Congrès.

3° - Le Conseil d'Administration se réunit obligatoirement une fois par an et chaque fois qu'il sera convoqué par le Président ou sur la demande du quart des membres ou sur celle de la Commission de Révision.

4° - Les procès verbaux des Assemblées du Conseil d'Administration devront être insérés sans espaces libres et sans corrections dans les registres des délibérations, signés par le Président et le Secrétaire Général du Congrès. Les copies, certifiées conformes, devront être expédiées dans les huit jours après l'assemblée organisations centrales membres.

5° - Obligations et droits du Conseil d'Administration: Le Conseil d'Administration est responsable de l'intégrité des activités du Congrès et de la réalisation de ses objectifs tels que définis par les Statuts; veille à l'équilibre du budget; dispose des fonds du Congrès et approuve l'utilité des dépenses ultérieures; administre les immeubles, propriétés du Congrès; présente à l'Assemblée Générale les projets concernant l'acquisition, la vente, l'échange des biens et meubles et immeubles, les emprunts hypothécaires et tous emprunts et locations au delà de neuf ans; répartit entre ses membres les fonctions dans diverses commissions créées par lui et nécessaires pour répondre aux besoins du Congrès; donne son accord pour le recrutement par le Comité Directeur d'instructeurs et des spécialistes dans les diverses branches des activités du Congrès; change les membres du Comité Directeur en cas de besoin; habilite le Président à transférer ses pouvoirs à d'autres personnes pour les actes judiciaires et juridiques; fixe le siège social.

6° - Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution au titre de leur fonction. Le compte rendu financier, déposé à l'Assemblée Générale, doit détailler les sommes payées aux membres du Conseil d'Administration au titre des frais liés à leur mission, déplacement et représentations. Les membres et les collaborateurs payés et retribués peuvent participer au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale uniquement avec voix consultative.

ART. 8 - COMITÉ DIRECTEUR:

1° - Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres, au scrutin secret, pour une durée d'un an le Comité Directeur du Congrès qui en est l'organe exécutif.

2° - Le Comité Directeur se compose de onze membres qui en acceptant leurs fonctions s'engagent à les remplir avec conscience.

3° - Fonctions du Comité Directeur: Président d'Honneur (responsabilité morale), Président (présidence du Congrès, du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale), trois vice-présidents (mandats spéciaux attribués par le Conseil d'Administration), Secrétaire Général et ses deux Adjointes (bureau du Congrès), Trésorier et son Adjoint (finances).

4° - Le Comité Directeur se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par le Président ou sur la demande du quart de ses membres; le Président dirige les assemblées.

5° - Le Comité Directeur décide valablement à la majorité absolue de voix avec la présence d'au moins de six membres; en cas d'égalité la voix du Président est prépondérante. Toutes les décisions sont portées au registre de délibérations et signées par le Président et le Secrétaire Général.

6° Le Comité Directeur veille à l'intégrité des Statuts et à l'application des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

7° - Le Comité Directeur prépare chaque année le compte rendu de ses activités et les transmet au Conseil d'Administration trois mois avant le commencement d'une nouvelle année budgétaire.

8° - Le Comité Directeur est de part sa fonction l'arbitre des différents qui pour-

- 4 -

raient surgir parmi les associations membres ou avec les organismes entrants. Pour l'objectivité de ses décisions il profitera des enquêtes menées par la Commission des Conflits, créée dans ce but par le Conseil d'Administration.

9° - Tout membre du Comité Directeur qui sans motif valable ne participera pas à trois réunions consécutives du dit Comité sera considéré comme démissionnaire et le Conseil d'Administration le remplacera.

10° - Le Président représente le Congrès devant les tribunaux et dans tous actes juridiques ou il délègue à cette fin avec l'approbation du Conseil d'Administration une autre personne en possession de ses droits civiques.

11° - Le Président du Congrès est tenu à remplir toutes les formalités juridiques nécessaires.

III - FINANCES - BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES - CONTRÔLE

ART. 9 - FINANCES:

1° - Les revenus annuels du Congrès sont: cotisations des membres; subventions gouvernementales, départementales et communales; subventions des organisations membres et autres; bénéfices des spectacles organisés par le Congrès et des tombolas; quêtes autorisées; dons et offrandes pour services rendus; toutes autres entrées légalement autorisées.

2° - Fonds de réserve et biens meubles et immeubles. Les fonds de réserve doivent donner la possibilité d'acquiescer les immeubles et le matériel nécessaires à la réalisation des objectifs du Congrès. Les fonds de réserve se composent de: rachat de cotisations; une partie du revenu global du Congrès dont le montant sera annuellement fixé par le Conseil d'Administration.

3° - Le Trésorier du Congrès dépose les fonds aux comptes ouverts par le Comité Directeur au nom du Congrès des Polonais en France aux comptes Chèques Postaux ou dans une banque choisie par le Conseil d'Administration; une somme ne dépassant mille francs pourra être gardée en liquide. Avec l'accord du Conseil d'Administration le Comité Directeur désigne dans son sein quatre personnes habilitées à la signature des chèques et à la réalisation de toutes opérations bancaires ainsi qu'à la réception des envois postaux recommandés.

4° - Le Trésorier du Congrès tient la comptabilité; classe les factures; effectue l'opération financière; présente le compte rendu financier aux réunions trimestrielles du Comité Directeur, à l'Assemblée annuelle du Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale du Congrès; il présente la comptabilité et l'état de la caisse et des comptes postaux et bancaires au contrôle de la Commission de Révision sur sa demande.

ART. 10 - CONTRÔLE:

1° - La Commission de Révision est l'organe permanent du contrôle des finances.

2° - La Commission de Révision se compose de trois membres et de leurs remplaçants élus pour un an par l'Assemblée Générale.

3° - Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent pas en faire partie.

4° - La Commission de Révision a le droit et l'obligation de contrôler la caisse sans avertir le Trésorier. La Commission de Révision transmet au Président le compte rendu de chaque opération de contrôle et peut exiger de lui la convocation du Conseil d'Administration si elle le juge nécessaire.

5° - La Commission de Révision donne le compte rendu de ses opérations et de ses constatations à l'Assemblée Générale du Congrès.

IV - CHANGEMENT DE STATUTS ET DISSOLUTION

ART. 11 - CHANGEMENT DES STATUTS:

1° - Seule l'Assemblée Générale peut apporter une modification aux Statuts et avec la présence d'au moins un tiers des membres habilités.

2° - Si ce quorum n'est pas atteint une nouvelle Assemblée Générale convoquée dans un délai d'un mois a pouvoir de changer les Statuts ou d'y apporter les modifica-

- 5 -

tions quelque soit le nombre des présents.

- 3° - Les changements aux Statuts ne sont valides qu'à la majorité de deux tiers des présents.
- 4° - Les propositions de changement des Statuts peuvent être présentées à l'Assemblée Générale par le Conseil d'Administration lui même ou sur la demande d'un dixième au moins des membres du Congrès.
- 5° - Le Conseil d'Administration prépare le projet de changement des Statuts ou il accepte les travaux d'une Commission Statutaire spécialement créée à cet effet. Le Conseil d'Administration fait parvenir le texte du projet à toutes ses organisations membres au moins trois mois avant la date de l'Assemblée Générale qui devra en délibérer.

ART. 12 - DISSOLUTION:

- 1° - Seule l'Assemblée Générale, spécialement convoquée à cette fin, peut sans appel décider la dissolution du Congrès des Polonais en France.
- 2° - La procédure de cette Assemblée Générale est identique à celle qui traite les changements des Statuts.
- 3° - Cette Assemblée Générale, en cas de dissolution du Congrès, transférera le reliquat de l'actif à une ou plusieurs institutions aux objectifs similaires à ceux du Congrès et désignera un certain nombre de commissaires chargés de cette liquidation définitive.

V - COMMISSIONS - RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 13 - COMMISSIONS:

Pour l'approfondissement des problèmes majeurs et des questions concernant les activités générales et territoriales du Congrès ainsi que pour la formation technique des membres responsables de différentes cellules du Congrès le Conseil d'Administration peut constituer des Commissions à caractère fixe ou temporaire en relation avec les affaires et les problèmes qu'elles auront à traiter et à réaliser. Les Présidents des Commissions sont désignés par le Conseil d'Administration.

ART. 14 - RÈGLEMENT INTÉRIEUR:

Le Conseil d'Administration seul est l'interprète valable pour l'application de chacun des articles des présents Statuts. L'ensemble de notes d'application constitue le règlement intérieur.

Fait à Lens, le 11 Mai 1969

Pour copie conforme:

Secrétaire Général

Trésorier

Président

S T A T U T

K O N G R E S U P O L O N I I F R A N C U S K I E J

(uchwalony przez Walne Zgromadzenie Kongresu z dnia 11 maja 1969)

Rozdział I - NAZWA - CEL - ŚRODKI DZIAŁANIA - CZŁONKOWIE

- § 1 - NAZWA: Konfederacja, uformowana na podstawie prawa z 1 lipca 1901 roku, przyjmuje nazwę "KONGRES POLONII FRANCUSKIEJ" - "CONGRÈS DES POLONAIS EN FRANCE".
- 1° - Okres istnienia Kongresu jest nieograniczony.
- 2° - Siedziba Kongresu mieści się w LENS - 24, rue de la Gare.
- § 2 - CEL: Celem Kongresu jest - koordynacja wspólnej akcji wszystkich gałęzi organizacyjnych Kongresu w dziedzinie moralnej, narodowej, kulturalnej, społecznej, oświatowej, samopomocowej, sportowej i rozrywkowej - z wykorzystaniem narodowych tradycji polskich dla wzbogacenia kultury francuskiej i pełnej formacji osobowości członków.
- § 3 - ŚRODKI DZIAŁANIA:
- 1° - Kongres wykorzysta wszystkie prawne środki natury teoretycznej i praktycznej, by móc realizować swój cel, określony w § 2 Statutu.
- 2° - W szczególności będzie: organizował konferencje, wykłady, kursy instruktorskie, wycieczki turystyczne, rozgrywki sportowe, występy teatralno-wokalno-muzyczne i folklorystyczne, spotkania regionalne, krajowe i międzynarodowe; zbierał dokumentacje o kulturze, tradycjach i folklorze polskim; wydawał publikacje informacyjne; rozwijał pełną zaufania współpracę z instytucjami wychowawczymi i zajmującymi się propagowaniem kultury ludowej; nabywał lub wynajmował lokale potrzebne do prowadzenia kolonii i półkolonii letnich, wypoczynkowych domów rodzinnych oraz zajęć świetlicowych.
- § 4 - CZŁONKOWIE:
- 1° - Kongres składa się z członków zwyczajnych i wspierających. Wszyscy opłacają roczną składkę, której wysokość określa Rada Administracyjna Kongresu.
- 2° - Składki członkowskie, raz wpłacone, stanowią własność Kongresu i nikt, przestając być członkiem, nie może się ubiegać pod żadnym pozorem o ich zwrot.
- 3° - By być członkiem zwyczajnym Kongresu trzeba należeć do stowarzyszenia lokalnego, wchodzącego w skład Kongresu poprzez związek lub bezpośrednio, jeśli stowarzyszenie jest jednostką samodzielną.
- 4° - Osoby, które mieszkają z dala od stowarzyszeń, wchodzących w skład Kongresu, a pragnące doń należeć, mogą być przyjęte na członków zwykłych przez Radę Administracyjną na propozycję Zarządu Głównego. Automatycznie przez przyjęcie tworzą one specjalne stowarzyszenie, którego zarządem jest każdorazowy Zarząd Główny Kongresu. Ten ostatni informuje je bezpośrednio o akcji Kongresu, ma prawo, jeśli to jest technicznie wykonalne, zwoływać je na zebrania i konferencje oraz wyznacza spośród nich, w formie określonej przez Radę Administracyjną, delegatów na Walne Zgromadzenie Kongresu w proporcji określonej w § 6, p. 2°
- 5° - By być członkiem wspierającym - wystarczy opłacać roczną składkę lub ją uiścić jednorazowo, wpłacając do Kasy Kongresu sumę dozwoloną przez prawo (rachat de cotisation).
- 6° - Członkowie, nie mający skończonych lat 18, nie mogą z żadnego tytułu uczestniczyć w Walnym Zgromadzeniu ani w Radzie Administracyjnej.

7° - Traci się prawo członkostwa Kongresu: przez śmierć, przez wystąpienie ze stowarzyszenia lokalnego, przez skreślenie, statutowo dokonane, z listy członków stowarzyszenia lokalnego lub jeśli związek, przez który należy się do Kongresu, wystąpi z Kongresu albo z niego zostanie usunięty.

8° - Usunięcie związku lub stowarzyszenia samodzielnego z Kongresu może być dokonane przez Radę Administracyjną Kongresu. Powody muszą być ważne: nie obserwowanie statutu Kongresu, torpedowanie jego akcji, nieprzekazywanie składek członkowskich w terminie sześciu miesięcy od otrzymania pisemnego napomnienia, podpisanego przez Prezesa i Skarbnika Kongresu i pozostawienie bez żadnej odpowiedzi.

9° - Skreślone organizacje mogą się odwołać do Walnego Zgromadzenia Kongresu, które podejmie decyzję większością dwóch trzecich głosów, podobnie jak przy ich przyjęciu.

Rozdział II - SKŁAD - ADMINISTRACJA - FUNCJONOWANIE

§ 5 - SKŁAD: Kongres Polonii Francuskiej:

1° - jest konfederacją różnych związków krajowych i stowarzyszeń samodzielných, które przyjmują statut Kongresu, zachowując jednocześnie własne statuty i pełną w ich ramach niezależność;

2° - łączy w sobie, poprzez związki, stowarzyszenia samodzielne i stowarzyszenia specjalne (§ 4 p. 4) wszystkich członków zwykłych i wspierających;

3° - dla scharmonizowania akcji w terenie - może tworzyć swoje własne federacje regionalne, departamentalne oraz komitety lokalne ze stowarzyszeń w skład jego wchodzących; będzie współpracował z okręgami i komitetami istniejącymi, a gdyby one wyraziły chęć wstąpienia do Kongresu, zapewni im pełną autonomię w ramach ich statutow; będzie faworyzował stowarzyszenia lokalne, które mają największe możliwości oddziaływania w terenie i będzie organizował nowe, gdzie ich nie ma wcale.

§ 6 - WALNE ZGROMADZENIE

1° - Najwyższą instancją ustawodawczą Kongresu jest Walne Zgromadzenie. Zbiera się ono co rok i jest zwoływane przez Zarząd Główny. Rada Administracyjna, na propozycję Zarządu Głównego, ustala datę, miejsce i porządek obrad Walnego Zgromadzenia przynajmniej trzy miesiące przed jego terminem, a Zarząd Główny przynajmniej miesiąc przed Walnym Zgromadzeniem podaje je do wiadomości członkom.

2° - SKŁAD Walnego Zgromadzenia z prawem głosowania stanowią: członkowie Rady Administracyjnej, członkowie Komisji Rewizyjnej, trzech członków Zarządu każdego związku, stowarzyszenia samodzielnego, federacji regionalnej, federacji departamentalnej i komitetu lokalnego, delegaci związków, stowarzyszeń samodzielných i stowarzyszenia specjalnego - po trzech z każdego oraz dodatkowo po jednym delegacie od każdej zaczętej piątej setki członków, za których składki do Kongresu zostały uregulowane za czas do końca roku kalendarzowego poprzedzającego Walne Zgromadzenie.

3° - Przed Walnym Zgromadzeniem delegaci muszą złożyć swe upoważnienia w Sekretariacie Kongresu.

4° - W zakres kompetencji Walnego Zgromadzenia wchodzi w szczególności: przyjmowanie sprawozdań członków Zarządu Głównego i Komisji Rewizyjnej; wybór członków Rady Administracyjnej i Komisji Rewizyjnej; uchwalanie budżetu na rozpoczynającą się kadencję; ustalanie programu pracy; wydawanie ostatecznych orzeczeń w sprawie przyjęć i skreśleń członków; zatwierdzanie projektów Rady Administracyjnej dotyczących zakupu i sprzedaży nieruchomości i ruchomości, dzierżaw ponad dziewięć lat i zaciągania pożyczek hipotecznych; przeprowadzanie zmian statutu.

5° - Walne Zgromadzenie decyduje prawomocnie o wszystkich sprawach nań wniesionych i

objętych porządkiem obrad zwykłą większością głosów i bez względu na ilość obecnych delegatów uprawnionych z wyjątkiem wypadków wyszczególnionych w § 11 i 12.

6° - Nadzwyczajne Walne Zgromadzenie może być zwołane z inicjatywy Rady Administracyjnej, względnie na żądanie co najmniej jednej czwartej członków Kongresu. Ma ono prawo decydować jedynie w sprawach, dla których zostało zwołane. Jego skład, kompetencje i procedura są te same, co Walnego Zgromadzenia.

7° - Walnemu Zgromadzeniu przewodniczy Zarząd Główny Kongresu.

§ 7 - RADA ADMINISTRACYJNA

1° - Rada Administracyjna sprawuje kierownictwo Kongresu. Przewodniczy jej Prezes Kongresu.

2° - Rada Administracyjna Kongresu składa się z osiemnastu członków, wybranych tajnym głosowaniem na okres jednego roku przez Walne Zgromadzenie z pośród członków wchodzących w skład Walnego Zgromadzenia. Członkowie ustępujący mogą być wybrani ponownie z wyjątkiem tych, którzy, w czasie pełnienia ich mandatu, nie brali udziału przynajmniej w połowie odbytych zebrań Rady Administracyjnej Kongresu.

3° - Rada Administracyjna zbiera się obowiązkowo jeden raz w roku i za każdym razem, gdy zostanie zwołana przez Przewodniczącego lub na żądanie jednej czwartej jej członków, albo Komisji Rewizyjnej.

4° - Protokoły z posiedzenia Rady Administracyjnej winny być wciągane bez zostawienia wolnego miejsca i bez retuszy do protokolarza, podpisane przez Prezesa i Sekretarza Generalnego Kongresu, a ich pełne kopie mają być rozesłane, w ośmiu dniach po zebraniu, centralnym organizacjom członkowskim.

5° - Obowiązki i prawa Rady Administracyjnej: Rada Administracyjna - odpowiada za całość akcji Kongresu i realizowanie celu określonego w statucie; troszczy się o zachowanie równowagi budżetowej; dysponuje funduszami Kongresu i zatwierdza celowość poważniejszych wydatków; zarządza nieruchomościami będącymi własnością Kongresu; przedkłada Walnemu Zgromadzeniu projekty dotyczące nabywania, sprzedaży, wymiany nieruchomości i ruchomości, zaciągania hypotek, pożyczek i dzierżaw przekraczających okres dziewięciu lat; rozdziela między swych członków odpowiedzialne funkcje w różnych, przez siebie powołanych, Komisjach, koniecznych do spełnienia ogólnych zadań Kongresu; wyraża zgodę na angażowanie przez Zarząd Główny instruktorów i specjalistów w różnych dziedzinach akcji Kongresu; zmienia członków Zarządu, jeśli zajdzie tego potrzeba; uprawnienia Prezesa do udzielania swych pełnomocnictw innym osobom w sprawach sądowych i aktach prawnych; decyduje o miejscu siedziby.

6° - Członkowie Rady Administracyjnej nie mogą pobierać żadnego wynagrodzenia z tytułu swych funkcji. Sprawozdanie kasowe, składane na Walnym Zgromadzeniu, powinno wyszczególnić sumy wypłacone członkom Rady jako zwroty kosztów związanych z ich urzędowymi podróżami i reprezentacją. Członkowie i współpracownicy płatni i wynagradzani mogą uczestniczyć w posiedzeniu Rady Administracyjnej i w Walnym Zgromadzeniu tylko z głosem doradczym.

§ 8 - ZARZĄD GŁÓWNY

1° - Rada Administracyjna wybiera z pośród swych członków, tajnym głosowaniem, na okres jednego roku, Zarząd Główny Kongresu, który jest organem wykonawczym.

2° - Zarząd Główny składa się z dziesięciu członków, którzy, przyjmując swe funkcje, angażują się do ich sumiennego wykonania.

3° - Funkcje Zarządu Głównego: Prezes Honorowy - odpowiedzialność w dziedzinie moralnej; Prezes - Przewodniczący Rady Administracyjnej i Walnego Zgromadzenia; trzech Vi-

ce-Prezesów - specjalne mandaty powierzane przez Radę Administracyjną; Sekretarz Generalny i dwóch jego zastępców - biuro Kongresu; Skarbnik i jego zastępca - fundusze.

4° - Zarząd zbiera się przynajmniej raz na kwartał i za każdym razem, gdy zostanie zwołany przez Prezesa lub na żądanie jednej czwartej członków Zarządu. Zebraniom przewodniczy Prezes.

5° - Zarząd podejmuje ważne swe decyzje absolutną większością głosów przy obecności przynajmniej sześciu członków. W razie równego podziału, decyduje głos Przewodniczącego. Wszystkie decyzje są protokołowane i podpisywane przez Prezesa i Sekretarza Generalnego.

6° - Zarząd czuwa nad zachowaniem statutów i nad zastosowaniem uchwał Walnego Zgromadzenia i Rady Administracyjnej.

7° - Zarząd przygotowuje każdego roku sprawozdanie ze swej rocznej działalności i przekazuje je Radzie Administracyjnej trzy miesiące przed rozpoczęciem nowego roku budżetowego.

8° - Zarząd jest z urzędu arbitrem wszystkich zatargów, jakie mogą zajść pomiędzy organizacjami członkowskimi lub organami naczelnymi. Dla obiektywności swego rozstrzygnięcia skorzysta z dochodzeń przeprowadzonych przez Komisję Konfliktów, powołaną w tym celu przez Radę Administracyjną.

9° - Członek Zarządu Głównego, który bez usprawiedliwienia opuści trzy kolejne zebrania Zarządu Głównego, będzie uważany za podającego się do dymisji i Rada Administracyjna zastąpi go innym.

10° - Prezes reprezentuje Kongres w sądach i we wszystkich aktach prawnych lub deleguje w tym celu, za aprobatą Rady Administracyjnej, inną osobę, posiadającą pełne prawa cywilne.

11° - Prezes Kongresu jest zobowiązany spełniać wszystkie wymagane formalności prawne.

Rozdział III - FUNDUSZE - MAJĄTEK RUCHOMY I NIERUCHOMY - KONTROLA

§ 9 - FUNDUSZE

1° - Dochody roczne: Źródło dochodów rocznych Kongresu stanowią - składki członkowskie; subwencje państwowe, departamentalne, gminne; subwencje organizacji członkowskich i innych; dochody z imprez i tomboli organizowanych przez Kongres; dochody z dozwolonych przez prawo zbiórek oraz wszystkie inne możliwości, dozwolone przez prawo.

2° - Fundusze rezerwowe i majątek ruchomy i nieruchomy. Fundusze rezerwowe mają stworzyć możliwość zakupowania nieruchomości i sprzętu koniecznych do realizowania celów Kongresu. Na fundusze rezerwowe składają się: kwoty, wpłacane tytułem jednorazowej spłaty składki członkowskiej (rachat de cotisation); część dochodów ogólnych Kongresu, której wysokość określi corocznie Rada Administracyjna.

3° - Skarbnik Kongresu deponuje fundusze, z wyjątkiem sumy nie przekraczającej tysiąca franków, na koncie otwartym przez Zarząd Główny na nazwę Kongresu Polonii Francuskiej w CCP lub banku, wybranym przez Radę Administracyjną. Za zgodą tejże Rady, Zarząd Główny wyznacza z pośród swoich członków cztery osoby do podpisywania czeków i wszelkich operacji bankowych oraz podejmowania poleconych przesyłek pocztowych.

4° - Skarbnik Kongresu prowadzi dokładną księgowość rachunkową; przechowuje kwity rozchodowe; dokonuje operacji finansowych; przedstawia sprawozdania kasowe na kwartalnych zebraniach Zarządu Głównego, na rocznych zebraniach Rady Administracyjnej i na Walnym Zgromadzeniu Kongresu; poddaje kontroli Komisji Rewizyjnej, na każde jej żądanie, księgi kasowe, stan kasy oraz kont bankowych i pocztowych.

§ 10 - KONTROLA

- 1° - Stałym organem kontrolnym finansów jest Komisja Rewizyjna.
- 2° Komisja Rewizyjna składa się z trzech członków i ich zastępców, wybranych przez Walne Zgromadzenie na okres jednego roku.
- 3° - Członkowie Rady Administracyjnej nie mogą wchodzić w jej skład.
- 4° - Komisja Rewizyjna ma prawo i obowiązek przeprowadzania kontroli kasy bez uprzedzenia Skarbnika. Komisja Rewizyjna przesyła sprawozdania z każdorazowej kontroli Prezesowi Kongresu i może zażądać od niego zwołania zebrania Rady Administracyjnej, gdy uzna za konieczne.
- 5° - Komisja Rewizyjna daje sprawozdania ze swych czynności i spstrzeżeń na Walnym Zgromadzeniu Kongresu.

Rozdział IV - ZMIANY STATUTU - ROZWIĄZANIE

§ 11 - ZMIANY STATUTU

- 1° - Tylko Walne Zgromadzenie może dokonać zmiany Statutu i przy obecności przynajmniej jednej trzeciej uprawnionych do udziału.
- 2° - Jeśli ta proporcja nie zostanie osiągnięta, nowe Walne Zgromadzenie, zwołane w ciągu dwóch najbliższych miesięcy, może prawnie zmienić statut lub dokonać poprawek, obojętnie jaka była by obecność uprawnionych.
- 3° - W obydwu wypadkach zmiany Statutu mogą być przeprowadzone tylko ilością dwóch trzecich głosów delegatów obecnych.
- 4° - Propozycję zmian Statutu może wnieść Na Walne Zgromadzenie Rada Administracyjna sama od siebie lub na żądanie przynajmniej jednej dziesiątej członków Kongresu.
- 5° - Rada Administracyjna przygotowuje projekt zmian statutowych lub go akceptuje, jeśli był przez nią zlecony do opracowania specjalnej Komisji Statutowej. Rada Administracyjna rozsyła tekst projektu wszystkim gałęziom organizacyjnym do wiadomości przynajmniej trzy miesiące przed datą Walnego Zgromadzenia, które ma go rozpatrywać.

§ 12 - ROZWIĄZANIE

- 1° - O rozwiązaniu Kongresu Polonii Francuskiej może zdecydować bezapelacyjnie jedynie Walne Zgromadzenie specjalnie w tym celu zwołane.
- 2° - Procedura tego Walnego Zgromadzenia jest taka sama jak przy zmianie Statutu.
- 3° - To Walne Zgromadzenie, w wypadku uchwalenia rozwiązania Kongresu, przekaze pozostały jego majątek jednej lub kilku instytucjom o podobnych celach, jakie miał Kongres i wyznaczy kilku komisarzy, mających dokonać likwidacji ostatecznej.

Rozdział V - KOMISJE - REGULAMIN WEWNĘTRZNY

- § 13 - Dla głębszego rozpracowania ważniejszych problemów i kwestii wchodzących w zakres ogólnej i terenowej akcji Kongresu oraz dla fachowego formowania członków odpowiedzialnych za poszczególne komórki organizacyjne - Rada Administracyjna może powoływać różne Komisje o charakterze stałym lub czasowym, zależnie od spraw i problemów jakie mają opracowywać i wykonywać. Przewodniczących Komisji wyznacza Rada Administracyjna.

§ 14 - REGULAMIN WEWNĘTRZNY

Rzecznikiem właściwej interpretacji poszczególnych punktów niniejszego Statutu jest Rada Administracyjna. Zbiorem interpretacji jest Regulamin Wewnętrzny.
